

**NOISY-LE-SEC** 200 personnes ont manifesté samedi pour contester le passage par le centre-ville du futur tramway prolongé

# Les opposant au T1 ne désarment pas

Ils sont venus crier leur colère contre le futur tramway. Samedi matin, près de 200 habitants de Noisy-le-Sec se sont donnés rendez-vous pour manifester contre la prolongation du T1 entre Noisy-le-Sec et Val de Fontenay (Val-de-Marne) dont les travaux devraient commencer en 2014. Ce qui les met en rogne? Le futur tramway doit passer en plein centre ville de Noisy-le-Sec, dans l'étroite rue commerçante Jean-Jaurès. «Ce n'est pas pensable, lâche Jean-Pierre, qui habite justement ici. La route n'est pas large. Du coup, les voitures et les vélos devront rouler sur les rails. Imaginez le bazar au moindre accident !»

## ■ Le maire prêt à la grève de la faim devant l'Assemblée

Chaque matin, Maurice scrute de sa fenêtre le va-et-vient des camions de livraison qui stationnent en double file sur la chaussée. «Où va-t-on les mettre avec le tram? s'interroge-t-il. Certains commerçants risquent de mettre la clé sous la porte.» Michel et Hatum, les propriétaires du bazar de la rue Jaurès sont justement venus protester. Avec le prolongement du T1, leur étal extérieur sera supprimé, comme ceux de 30 autres commerces.

«Mais ce n'est pas tout, poursuit la jeune femme. Jusqu'ici, les gens qui sortaient de la gare passaient à pied devant chez nous. Avec le tram, ils ne prendront plus le temps de venir car les arrêts seront trop éloignés.» C'est ce qui inquiète Simone, 83 ans : «lorsqu'ils ont construit le tramway jusqu'à la gare, en 2002, tous les commerces de l'avenue Galliéni sont partis.

Aujourd'hui, il ne reste que la rue Jean Jaurès pour faire ses courses.» Or, avec la construction des voies, 150 places de stationnements seront supprimées.

Mais l'argument massue du maire UDI Laurent Rivoire reste la sécurité. «A cause des caténaires, les pompiers ne pourront pas déployer la grande échelle dans la rue en cas de problèmes», argumente-t-il. Un argument que le syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) refuse expliquant que les trams seront équipés de batteries afin d'éviter la pose de fils sur cette partie du tracé. Le plan B que l'élu martèle depuis des années? le passage par l'ouest de la commune, moins dense. Et tant pis si l'enquête publique, lancée jusqu'au 31 juillet, ne laisse plus qu'une faible chance de victoire pour les opposants. Ils comptent

bien faire savoir leur colère d'ici la date butoir. «Si le Stif voit que nous y sommes fermement opposés, il reverra peut-être sa copie, espère Jean-Luc Simon, le vice-président de l'association Tramnon qui a déjà collecté 2 200 signatures contre le projet. Ce tracé est absurde et potentiellement criminel.»

Sur le parvis de la mairie, après deux heures de manifestation, Laurent Rivoire veut rester confiant : «Battons-nous encore, ce n'est que le début», clame-t-il aux habitants, les invitant à venir nombreux, en mairie, pour écrire leur désaccord sur les registres de l'enquête publique. Et si, finalement, le préfet valide le tracé? Le maire ne s'interdit rien. «S'il faut aller devant l'Assemblée nationale entâmer une grève de la faim, assure-t-il, je le ferai.»

AURÉLIE LEBELLE



Noisy-le-Sec, samedi matin. Malgré l'enquête publique, en cours jusque fin juillet, 200 personnes, élus en tête, ont marché contre le tracé du T1 prolongé à l'est. (LP/AL)